

## La troisième guerre angolaise

**U**N mois après ses premières élections générales, l'Angola était retombé dans la guerre civile. Le coût humain depuis est impossible à déterminer précisément, mais les Nations unies l'estiment à plus de 100 000 morts, cette guerre pesant de plus cruellement et massivement sur la population civile, prise entre deux feux. Le gouvernement et l'UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola) ont signé le 20 novembre 1994 à Lusaka un protocole de paix sous l'égide de l'ONU, mais les combats continuent à une échelle réduite.

### **La guerre et les efforts de médiation**

---

#### ***Des élections au basculement dans la guerre (octobre 1992-janvier 1993)***

Les élections des 29 et 30 septembre 1992 donnèrent aux Angolais la première occasion d'exprimer leur volonté politique. Ils votèrent à 91 % (4,4 millions) des électeurs inscrits, et l'ONU et d'autres observateurs internationaux conclurent que le processus électoral avait été « généralement libre et régulier ». Aux législatives, le MPLA (Mouvement populaire de libération de l'Angola) obtint 54 % des voix, contre 34 % à l'UNITA. Aux présidentielles, le président dos Santos reçut 49,57 % des suffrages, Jonas Savimbi, le dirigeant de l'UNITA, 40 %. Un deuxième tour était donc nécessaire. Il n'a toujours pas eu lieu : l'UNITA rejeta les résultats et fit retomber le pays dans la guerre (1).

Le 5 octobre, l'UNITA dénonça une fraude électorale, fit sortir ses généraux de la nouvelle armée commune, les FAA (Forces

armées angolaises), et menaça de reprendre la guerre. En réponse, les nations occidentales et l'ONU poussèrent à un recomptage des bulletins et à un report de la publication officielle des résultats. Le CNE (Conseil national électoral) reconsidéra alors les votes selon des règles homogènes et strictes et créa des commissions d'enquête. A la fin de ces procédures, les résultats complets et définitifs furent publiés : le vote pour dos Santos s'établissait à un peu moins de 50 %, d'où la nécessité d'un deuxième tour.

Le 16 octobre, Savimbi dit qu'il acceptait la défaite de l'UNITA aux élections législatives et participerait au deuxième tour des présidentielles ; mais en même temps il maintenait que les élections avaient été truquées et déclarait qu'il était le seul parmi les dirigeants de son organisation à croire en un deuxième tour.

Tandis que le ministre des Affaires étrangères sud-africain, « Pik » Botha, tentait seul une médiation visant à faire que les deux dirigeants se rencontrent et poussant à une solution de la crise par un partage du pouvoir de type fédéraliste (2), des discussions avaient lieu à Luanda entre gouvernement et UNITA sous les auspices de l'ONU, l'UNITA revendiquant une modification des règles de la transition pour la période allant jusqu'à la tenue du deuxième tour. Le gouvernement refusa ces exigences.

Entre-temps, des affrontements avaient éclaté à travers le pays. Dans un mouvement visant à consolider son contrôle sur ses fiefs et à prendre de nouvelles régions avant un deuxième tour, l'UNITA lança une offensive militaire. Dès le 8 octobre, ses troupes occupèrent le district de Caconda (province de Huila). Les 17-18 octobre, ses forces attaquèrent des positions gouvernementales à Huambo, l'ONU parvenant à rétablir le cessez-le-feu.

Cette offensive et cette remobilisation de ses troupes par l'UNITA, qui constituaient une violation claire des accords signés à Bicesse, déclenchèrent une contre-offensive. Dès la fin du mois les combats éclatèrent à Luanda quand les forces du gouvernement lancèrent une attaque préventive contre l'UNITA. De très dures batailles de rue eurent lieu les 31 octobre et 1er novembre dans le centre de la ville et dans les quartiers périphériques, menées par la PIR (Police d'intervention rapide), surnommée les *ninjas*, et des milices pro-MPLA qui attaquèrent les positions de l'UNITA à Luanda et dans d'autres villes dans tout le pays. Le 2 novembre, la contre-offensive du gouvernement avait expulsé les troupes de l'UNITA de Luanda vers les banlieues éloignées. L'ONU arriva alors à faire accepter un cessez-le-feu dans la capitale, qui prit effet

(1) Voir J. Marcum, « Angola : War Again », *Current History*, May 1993.

(2) « Pik » Botha sera déclaré *persona non grata* par le gouvernement angolais en novembre.

le 3 novembre. Les combats firent au moins 1 200 morts, dont beaucoup de civils. Plusieurs hauts dirigeants de l'UNITA furent tués ou faits prisonniers.

Le gouvernement affirme que l'UNITA était engagée dans un coup d'État à Luanda, citant à l'appui de sa thèse les journaux personnels de dirigeants de ce parti capturés dans les combats. Cependant l'examen de ces documents par *Human Rights Watch* semble indiquer que la stratégie de l'UNITA était de chantage au chaos pour contraindre le gouvernement à accepter un accord de partage du pouvoir qui lui soit favorable. Le fait que tant de très hauts dirigeants de l'UNITA se soient trouvés à Luanda le 31 octobre laisse par ailleurs penser que les affrontements prirent par surprise beaucoup des membres de l'organisation (3).

Dans tout l'Angola, le même week-end, les partisans du gouvernement détruisirent et pillèrent les bureaux de l'UNITA, tuèrent ses responsables et l'éliminèrent ou la poussèrent dans des positions défensives dans les villes. A Malanje, l'UNITA fut « nettoyée » comme à Luanda. A Huambo, Lobito, Benguela et Lubango, les efforts de médiation de l'ONU parvinrent à faire accepter des cessez-le-feu permettant de contenir une vague de violence (4).

La rapide contre-attaque du gouvernement neutralisa la force de l'UNITA dans les villes, mais n'atteignit pas ses forces armées régulières, les FALA (Forces armées de libération de l'Angola). Malgré cela le gouvernement se convainquit qu'il pourrait infliger à l'UNITA une défaite militaire (5). Il était en outre pour les deux côtés de plus en plus difficile de contrôler leurs forces armées régulières et le nombre croissant de civils armés prêts à tous les règlements de comptes. La pression des commandants militaires de l'UNITA sur le terrain en faveur d'un retour à la guerre totale contre le gouvernement grandit, et il semble que plusieurs commandants aient engagé des combats de leur propre initiative.

Caxito (Bengo) fut prise par l'UNITA le 4 novembre. Le lendemain l'UNITA s'empara de la ville de Porto Quipiri, à moins de 50 km de Luanda. A la mi-novembre, selon l'ONU, 57 des

(3) Sur la « bataille de Luanda », voir *Human Rights Watch, Angola. Arms Trade and Violations of the Laws of War Since the 1992 Elections*, New York, Human Rights Watch, novembre 1994, pp. 61-70 pour plus de détails ; également Amnesty International, *Angola: Assault on the Right to Life*, 20 August 1993 (Afr 12.04.93) ; F. Roque, *Angola. En nome da Esperança*, Venda Nova (Portugal), Bertrand Editória, 1993.

(4) Lors de cette première vague de combats urbains, il y eut plus de pillage et d'inti-

midation que de meurtres, à l'exception de Luanda et Malanje où beaucoup de partisans de l'UNITA furent tués.

(5) S. McCormack, « Change and the Military in Angola ; The Impact of the World Order on the Process of Conflict Reduction and Democratization », Communication présentée le 13 mai 1993 au Centre for Southern African Studies de l'Université de York (1992-1993 Research Seminar Series, multigr.).

164 *municípios* (équivalents des cantons) d'Angola étaient sous le contrôle de l'UNITA, qui était en outre en position d'avantage dans 40 autres. Elle occupa aussi les capitales provinciales d'Uige (Uige) et de Ndalatando (Cuanza Norte), tandis qu'on signalait que ses troupes avaient quitté leurs lieux de cantonnement dans tout le pays.

Après plusieurs échecs (6), la représentante spéciale de l'ONU, Margaret Anstee, obtint des deux côtés qu'ils acceptent, pour la première fois depuis le 31 octobre, de se rencontrer à un haut niveau. Ce furent les conversations de Namibe du 26 novembre, qui se terminèrent par une déclaration commune dans laquelle les deux parties déclaraient vouloir appliquer pleinement les accords de Bicesse. Peu de jours après, cependant, l'UNITA violait cet accord en occupant les villes d'Uige et Negage dans le Nord du pays.

Le gouvernement lui aussi durcit sa position pendant cette période. Le président dos Santos investit un nouveau gouvernement le 2 décembre. Parmi ses 53 membres, onze étaient des dirigeants de partis qui avaient eu un ou des élus au Parlement. L'UNITA n'y avait que cinq postes mineurs : le ministère de la Culture et cinq vice-ministères. Un radical, le général João de Matos, remplaçait par ailleurs comme chef d'état-major le général França N'Dalu, qui avait négocié avec l'UNITA pour tenter d'éviter le retour à la guerre.

Les efforts de médiation de la communauté internationale pour un retour au processus de paix n'avaient pas cessé. Finalement le 2 janvier les deux cotés firent connaître à l'ONU leur intention de tenir une seconde réunion à Namibe dès lors que le problème de Uige et Negage était réglé. Ce développement prometteur avorta du fait de la reprise des combats quand le gouvernement lança une nouvelle offensive militaire, notamment dans des capitales provinciales, du 3 au 10 janvier. Ses forces éliminèrent ce qui restait de partisans de l'UNITA à Lubango, puis à Benguela et Lobito (Benguela), à Lucapa, Dundo (Lunda Norte) et Saurimo (Lunda Sul), à Huambo et Menongue (Cuando-Cubango), et à Luena (Moxico) et Kuito (Bié). Dans un rapport au Conseil de sécurité, le secrétaire général Boutros-Ghali concluait le 21 janvier : « l'Angola est retourné à la guerre civile ».

(6) Voir A. Vines, *One Hand Tied: Angola and the UN*, London, Catholic Institute for International Relations, 1993, pour une analyse des efforts de maintien de la paix de l'ONU.

### **L'UNITA à l'avantage (janvier-août 1993)**

Début janvier 1993, les combats s'intensifièrent dans tout le pays, l'UNITA étant d'abord repoussée de nombreuses villes. L'objectif du gouvernement était de lui porter un coup final sur le champ de bataille et si possible de s'emparer de Savimbi lui-même. Mais ses forces furent bientôt trop étirées et incapables de tenir les positions prises. L'UNITA gagna du terrain dans tout le pays et fit avorter de nouveaux efforts de médiation de l'ONU pour une nouvelle rencontre à Addis Abeba. Elle remporta deux victoires importantes : elle prit la ville pétrolière de Soyo au Nord en janvier, et conquiert Huambo le 8 mars, après des combats et un siège qui coûtèrent la vie à 10 000 civils. Enhardi par sa victoire à Huambo, Jonas Savimbi exigea que Margaret Anstee soit remplacée et porta contre elle des accusations très graves. Contrairement à l'UNITA alors, le gouvernement, perdant du terrain partout dans le pays, cherchait, lui, de nouveau un règlement négocié et poussait l'ONU à redoubler d'efforts en ce sens.

Les initiatives de la diplomatie internationale se poursuivirent, à l'initiative de divers pays et notamment des États-Unis, et une nouvelle série de discussions sous l'égide de l'ONU s'ouvrit entre le gouvernement et l'UNITA le 21 avril à Abidjan. Au long d'un mois de discussions serrées, un protocole fut élaboré, prévoyant dans le détail le retour au processus de paix et comportant une formule d'association de l'UNITA au gouvernement. Mais l'UNITA refusa finalement, le 21 mai, d'accepter de se retirer des régions qu'elle avait occupées depuis octobre 1992 sans obtenir davantage de garanties (7).

### **Le vent tourne (mai-août 1993-mars 1994)**

Malgré la recrudescence des combats et la détérioration des conditions humanitaires, l'UNITA ne parvint pas à faire de nouveaux gains stratégiques. Le gouvernement réussit à se maintenir à Malanje, Menongue, et dans certaines zones de Cuito et de Luena, et exerça son contrôle sur une assez grande bande côtière allant d'un peu au Nord de Luanda jusqu'à la frontière avec la Namibie.

Le 23 avril, le gouvernement avait unilatéralement annoncé qu'il considérait comme dépassée la clause « triple zéro » des accords de Bicesse instituant un embargo sur les armes aux deux camps, et il avait commencé à réarmer et entraîner massivement ses forces militaires. Abidjan marqua pour lui la fin de toute tentative sérieuse

(7) Voir M. Anstee, « Angola : The Forgotten Tragedy. A Test Case for UN Peacekeeping », *International Relations*, XI (6),

décembre 1993, p. 502. Voir un extrait de ce texte dans cette livraison.

de dialogue avec l'UNITA. Il reçut en outre un encouragement psychologique quand le 19 mai l'administration américaine le reconnut enfin officiellement. Margaret Anstee fut aussi alors autorisée à quitter son poste, le nouveau représentant spécial, nommé fin juin, étant l'ancien ministre des Affaires étrangères du Mali, Alioune Blondin Beye. Il héritait un processus de paix en miettes.

L'équilibre militaire sur le terrain commença à se modifier en août 1993 quand les forces gouvernementales reprirent de larges parties des provinces de Benguela, de Huila et du Bengo. Une fois ces gains consolidés et après que les contre-offensives de l'UNITA fin février 1994 eurent échoué, on entra dans une nouvelle phase du conflit. On allait aussi vers une reprise des conversations, l'UNITA ayant trop étiré ses forces et se trouvant soumise à des pressions militaires et diplomatiques accrues. Le 15 septembre, après que plusieurs pays dont ceux de la troïka eurent décidé d'autoriser certaines fournitures militaires au gouvernement, l'ONU imposa des sanctions sur la vente d'armes et de combustible à l'UNITA, la menaçant en outre d'autres sanctions. Cela sembla donner des résultats : l'UNITA déclara le 20 septembre un cessez-le-feu unilatéral ; les combats ne cessèrent pas totalement, mais faiblirent durant plusieurs mois.

Le redoublement des initiatives diplomatiques permit que les deux parties reprennent des conversations sous l'égide de l'ONU à Lusaka en Zambie. Ouvertes le 15 novembre, ces négociations allaient durer toute une année, leur rythme étant soumis aux calculs des deux côtés en fonction de la situation militaire. Elles débouchèrent sur l'élaboration de protocoles sur les questions militaires d'abord, puis politiques avec la discussion de dispositions précises conduisant à la réconciliation nationale.

#### ***De l'offensive du gouvernement au retrait total de l'UNITA (mars-novembre 1994)***

De mars à juillet, le territoire dominé par l'UNITA passa de 60 à 40 % de l'Angola sous le coup des offensives du gouvernement. L'UNITA perdit le contrôle de centres stratégiques comme Ndalatando en mai, et en juillet Cafunfo ainsi que les parties de la ville de Kuito qu'elle occupait. La perte de Cafunfo, région cruciale pour le diamant, lui porta un coup particulièrement sévère. Les négociations de Lusaka, malgré des progrès apparents, étaient en fait bloquées sur le problème du partage du pouvoir, particulièrement sur la question du poste de gouverneur de Huambo, sur laquelle aucun des deux camps n'entendait céder.

Après avoir au cours des six mois précédents opéré une considérable reconstitution de ses forces et de sa logistique, le gouvernement lança une deuxième série d'offensives en septembre. En octo-

bre, les FAA entreprenaient leur poussée finale vers Huambo, forçant l'UNITA à une « retraite stratégique » sur le terrain et, à Lusaka, à l'acceptation de l'ensemble des propositions sur la réconciliation nationale. Ses pertes territoriales s'aggravant, l'UNITA tenta en vain d'utiliser la promesse de signer les accords pour éviter d'autres défaites militaires, et parapha même, avec le gouvernement, le protocole de Lusaka le 31 octobre. En vain : elle perdit alors très vite ses dernières positions urbaines et économiques : Soyo le 1er novembre, Huambo les 5-6, Mbanza Congo et Uige à la mi-novembre. La signature officielle de l'accord eut lieu le 20 novembre. Significativement, Savimbi ne se rendit pas à Lusaka, et aucun des deux dirigeants ne signa l'accord de paix, qui fut endossé par des dirigeants de second plan, signe de l'absence de confiance mutuelle dans le processus de paix.

### ***Lusaka et après (novembre 1994-janvier 1995)***

Après la signature, les combats se sont poursuivis, bien que sur une échelle réduite. Il semble que les commandants des FAA veulent tirer profit de l'élan militaire qu'ils ont gagné et consolider leur avantage territorial et stratégique maintenant significatif sur l'UNITA. Quant à l'UNITA, elle a continué à se défendre et à tenter de rétablir son contrôle sur les zones diamantifères stratégiques. Une réunion des dirigeants militaires des deux camps le 10 janvier a échoué à mettre fin aux combats. L'accord de Lusaka prévoit le déploiement de plus de 7 000 soldats des Nations unies pour veiller à son application. Mais leur arrivée dépend de la cessation durable des hostilités et du soutien non équivoque de Savimbi à l'accord (8). Au commencement de 1995, la direction de l'UNITA était en crise et divisée sur la stratégie à tenir.

### **Les moyens de la guerre : les armes et les hommes**

Entre l'accord de 1991 et les élections, le gouvernement avait largement négligé ses forces armées régulières, qui devaient être démobilisées et s'intégrer dans la nouvelle armée unifiée, les FAA. Il entreprit en revanche d'équiper et d'entraîner la PIR, (les « ninjas »). Fin 1992 et une grande partie de 1993, la priorité du gouvernement fut de conserver les centres urbains tandis qu'il reconstruisait, réentraînait et réarmait une armée. C'était chose faite au début de 1994. A partir de là, les ninjas perdirent beaucoup de

(8) La première interview indépendante de Savimbi après Lusaka a été donnée au journal français *Libération*, 21 décembre 1994.

leur pouvoir, et le gouvernement son intérêt pour un règlement négocié. La politique était de ne traiter qu'en position de force, afin, disait-on, que l'UNITA signe et respecte un accord. L'amélioration de sa stratégie militaire contribua à la supériorité du gouvernement sur le terrain. Si toutes les grandes victoires de 1994 furent le résultat d'opérations conventionnelles, elles furent rendues possibles par la prise préalable de points avancés grâce à de plus petites opérations de contre-insurrection et à l'excessif étirement des forces de l'UNITA en réaction aux activités menées par des forces spéciales derrière les fronts.

Le conflit — et les atteintes aux droits de l'homme — fut alimenté par de nouvelles entrées d'armes dans le pays (9). Bien que les accords de Bicesse aient interdit tant au gouvernement qu'à l'UNITA d'acquérir de nouveaux armements et que le Conseil de sécurité de l'ONU ait imposé en septembre 1993 un embargo sur les armes à l'UNITA, les deux côtés ont cherché des armes et des compétences à l'étranger.

En 1993-94 le gouvernement se lança dans une nouvelle tournée internationale de recherche d'armements, dépensant surtout quelque 3,5 milliards de dollars pour remplacer les équipements obsolètes ou non entretenus. Il semble qu'il ait hypothéqué les sept prochaines années de production de pétrole pour financer ses achats d'armes : des ventes anticipées à plusieurs compagnies, comme Heritage Oil, lui ont rapporté plusieurs centaines de millions de dollars utilisés comme dépôt pour des achats d'armes. Plus de 60 % de la production de pétrole est directement allée au budget de la défense (10).

L'UNITA a elle aussi acheté de grandes quantités d'armements à l'étranger, la plupart à des sources privées. Dans les six premiers mois du conflit, des livraisons importantes vinrent d'Afrique du Sud. Elles déclinèrent cependant à partir de la mi-1993 avec la marche aux élections dans ce pays (11). A partir de là le Zaïre devint la source la plus importante de soutien comme région de transit et pour les ventes de diamant et les transferts d'armes. C'est avec les diamants d'Angola que l'UNITA finança ses opérations militaires. Quelque 250 millions de dollars de diamants sont sortis d'Angola en 1993, en provenance surtout de la région de Cafunfo, qui était alors sous le contrôle de l'UNITA (12). L'argent tiré de

(9) Pour plus de détails sur les armements et les importations, cf. Human Rights Watch 1994, *op. cit.*, pp. 35-47.

(10) *Financial Times* (édition américaine), 2 septembre 1994.

(11) Cf. Human Rights Watch 1994, *op. cit.*, pp. 49-57, et S. Beaulaurier, « Profiteers Fuel War in Angola », *Covert Action*, été 1993.



la vente des diamants a remplacé l'aide que l'UNITA recevait auparavant des États-Unis et de l'Afrique du Sud (13).

Les deux camps ont également cherché à faire appel à divers conseillers militaires et à des mercenaires. Le principal fournisseur a été une firme sud-africaine, EO (Executive Outcomes), qui, après avoir traité avec l'UNITA et le gouvernement, a, depuis la mi-1993, cessé ses relations avec l'UNITA : elle a formé quelque 4 ou 5 000 hommes des FAA et a une trentaine de pilotes sous contrat avec le gouvernement pour environ 40 millions de dollars par an (14). Executive Outcomes emploie en outre deux « unités spéciales » propres, qui ont aussi directement participé à partir de février 1994 à des opérations contre l'UNITA. « Le plus brillant succès » qu'EO revendique est le soutien décisif qu'elle a donné à la reprise du centre diamantifère de Cafunfo en juillet 1994. Cafunfo est ensuite devenu un modèle régulier de la coopération d'EO avec le gouvernement dans tout le pays en matière de « contre-insurrection ».

### **Villes et populations, les conséquences humanitaires**

Un trait nouveau de ce conflit est que le contrôle des régions urbaines est devenu un objectif stratégique principal pour les deux côtés. L'UNITA n'avait plus contrôlé de villes importantes depuis 1975. Pour elle, le contrôle des villes représentait la légitimité recherchée, et pour le gouvernement leur perte était une humiliation.

Pour garder ou reprendre ce contrôle, le gouvernement a porté massivement atteinte aux droits de l'homme : ses forces ont torturé et abattu des gens soupçonnés d'être partisans de l'UNITA — des civils non combattants —, tout particulièrement à l'automne 1992 et au début 1993 quand l'UNITA fut éliminée des villes (15). Des milliers de civils ont aussi été tués ou blessés dans les bombardements indiscriminés de centres de peuplement dans les zones tenues par l'UNITA. Ces bombardements ont démoralisé l'UNITA et ont toujours plus démontré que malgré des stocks limités de missiles sol-air, celle-ci était extrêmement vulnérable aux raids aériens.

Pour prendre ou assiéger les villes, l'UNITA commit elle aussi d'horribles violations des droits de l'homme. Elle fit tomber jusqu'à 1 000 obus par jour sur Huambo et Kuito — deux villes qui avaient

(12) Sur les achats de diamant par la De Beers, voir *The Guardian*, 4 mars 1993 ; pour d'autres données sur les ventes de diamants par l'UNITA en échange d'armes, cf. *Jane's Defence Weekly*, 10 septembre 1994, p. 22.

(13) L'aide secrète des USA à l'UNITA de 1986 à 1991 se montait au total à 250 millions de dollars.

(14) Cf. *Le Monde*, 8 juillet 1994. Les

employés de EO ont d'abord eu, pour jusqu'à 5 000 dollars par mois, des contrats de 60 jours. Voir aussi *The Weekly Mail and Guardian* (Johannesburg), 16-22 septembre 1994, qui écrit qu'un nouveau contrat de douze mois a été signé début septembre 1994.

(15) On trouvera détails et récits dans *Human Rights Watch* 1994, *op. cit.*, pp. 88-121.

pourtant voté pour elle — durant leur siège (16). On estime que de 20 à 30 000 personnes sont mortes pendant les 21 mois de siège de Kuito et 10 000 dans la bataille de Huambo. Plusieurs autres villes, comme Malanje, furent longtemps assiégées, entraînant la mort de milliers de civils.

Après la prise de Huambo en mars 1993, l'UNITA intensifia ses efforts pour prendre d'autres villes qu'elle assiégeait. Voulant affaiblir le contrôle du gouvernement sur les populations et forcer celles-ci à fuir vers ses zones, elle fit feu sur des avions de ravitaillement. Un accord limité pour l'acheminement des secours à diverses villes assiégées fut bien conclu en juin, mais ne dura qu'un mois. La suspension des vols de secours eut des effets dramatiques pour les populations, dont beaucoup prirent la route des zones urbaines tenues par le gouvernement sur la côte. L'UNITA réalisa enfin que sa tactique lui faisait perdre des civils et qu'elle risquait des sanctions internationales, aussi conclut-elle un accord avec l'ONU en septembre pour la reprise de l'aide humanitaire (17). Des vols apportant une aide d'urgence purent alors bientôt se faire vers les zones contrôlées par l'un et l'autre camp et la famine généralisée put être évitée.

Les premiers à bénéficier de cette aide furent cependant les soldats des deux camps. Le PAM (Programme alimentaire mondial) surestimait systématiquement la taille de la population civile à ravitailler afin d'y inclure une part que les autorités militaires détournaient. À l'extérieur de Huambo, l'aide allait souvent directement à l'armée de l'UNITA, la population civile en bénéficiant très peu. Kuito est un bon exemple de ce détournement. De septembre 1993 à juin 1994, elle convint mieux divisée que complètement prise à l'UNITA : le PAM livrait chaque semaine de la nourriture pour 100 000 personnes, la moitié dans chaque camp, alors qu'il n'y avait pas de civil dans la partie de Kuito tenue par l'UNITA. Ravitailler son armée était le prix à payer pour atteindre les civils de la partie gouvernementale.

L'UNITA continua à tirer sur des avions d'aide et à utiliser des tirs à longue distance indiscriminés pour faire arrêter les efforts de secours aux villes assiégées en 1994, cela visant alors non plus à prendre les villes mais à détourner l'attention des forces gouvernementales d'autres fronts où l'UNITA était sous pression. Les sièges visaient aussi à tenter d'échapper aux sanctions, notamment à l'embargo sur le combustible, dont elle souffrit beaucoup. Le gouvernement utilisa lui aussi les raids de bombardement pour fermer

(16) Sur le siège de Kuito, voir M. Sayagues, « The siege of Cuito », *Africa Report*, janvier-février 1994 ; A. Moreira, « A guerra do Kuito-Bié », *Vida consagrada*, 153, janvier 1994, pp. 18-28.

(17) Elle laissa notamment l'aide arriver pour la première fois à Kuito après une dernière tentative pour prendre la ville début août.

les couloirs aériens utilisés par les agences humanitaires opérant dans les zones de l'UNITA, et déplaça de force des civils vers les camps de réfugiés et les villes afin de retirer la population des régions contestées, d'empêcher que l'UNITA y ait accès, et de s'assurer pour eux l'aide alimentaire internationale.

Bien qu'elle ne soit pas une nouveauté de ce conflit, la brutalité ouverte et visible y fut considérablement utilisée, par les deux côtés, comme moyen pour imposer ou reprendre son contrôle, les partisans présumés du camp opposé étant exécutés pour provoquer la peur et la collaboration des témoins. En 1993 et 1994, certains des pires abus de cette sorte du côté du gouvernement se sont produits immédiatement après que ses forces reprenaient des territoires à l'UNITA. Cellé-ci eut recours à la même tactique, notamment à la fin de 1992 et en 1993, quand elle occupait pour la première fois une zone, utilisant la violence comme avertissement et pression à la collaboration de la population. Les interviews faites indiquent toutes que cette première période fut marquée par une extrême violence (18). Une fois son contrôle consolidé, la situation se stabilisait et les récits de violations flagrantes diminuaient, bien que les rebelles continuassent à taxer sévèrement les résidents en nourriture et pour le transport et l'aide à l'armée. Le contrôle de l'UNITA est resté étroit, les voyages entre *municipios* exigeant la présentation de documents. Violence interne et coercition réaugmentèrent pourtant quand l'UNITA fut de nouveau soumise à forte pression militaire en 1994.

Le recrutement d'enfants-soldats différencie aussi ce dernier conflit. Ils furent utilisés par l'UNITA, l'âge du recrutement diminuant avec ses succès sur les champs de bataille (19). Le gouvernement en fit lui aussi un large usage, ramassant les enfants-soldats dans les villes ou les camps de réfugiés puis les transférant dans des bases militaires pour recevoir un entraînement.

L'occupation par l'UNITA de Huambo est un bon exemple du lien entre le cycle de la violence interne et celui de la guerre. Les dix jours d'anarchie qui suivirent sa prise de la ville furent, selon tous les témoignages, plus destructeurs que les 55 jours de combat et de siège. Ensuite la situation se stabilisa et l'UNITA chercha surtout à faire de Huambo sa « capitale ». Ses responsables avouèrent que la gestion d'une si grande ville fut pour eux un énorme

(18) Human Rights Watch 1994, *op. cit.*, *passim*.

(19) Selon un vieux résident de zones de l'UNITA, « la guerre depuis les élections est différente. Maintenant la faim est grande, on n'a pas de vêtements, pas même de sel. Et l'UNITA, aussi, prend des enfants. Elle vient et les emmène... » (Human Rights Watch

1994, *op. cit.*, p. 113). On peut voir cette même tendance au Mozambique pour la Renamo après 1985 : l'amenuisement du soutien extérieur et la plus grande dépendance sur la population locale fut cause de plus de violence et d'exigences, et notamment d'un plus large recrutement d'enfants pour combattre.

défi, d'autant qu'ils avaient d'abord tenté de la faire marcher comme leur ancien quartier général de Jamba. A partir de la première moitié de 1994 l'UNITA se sentait assez sûre d'elle pour relâcher son contrôle à Huambo ; mais à partir de juin, alors que les forces du gouvernement avançaient vers la ville, la situation se détériora, les exécutions, les disparitions se multipliant, et le recrutement d'enfants pour l'armée s'aggravant. Les forces de l'UNITA se livrèrent de nouveau à une série de pillages et d'assassinats avant d'abandonner la ville, et le cycle de violence se répéta quand les troupes du gouvernement y entrèrent, se rendant elles aussi responsables d'une vague de pillage et d'assassinats. Un tel modèle s'est produit partout en Angola.

Le niveau record des importations d'armes ne signifie pas que toutes les armes étaient destinées aux champs de bataille. Des armements ont été achetés pour permettre un long siège de Huambo mais l'UNITA s'étant rapidement retirée de cette ville et d'autres, ces armes n'ont pas servi. La frénésie avec laquelle les responsables politiques et militaires de Luanda achetèrent des armes dans la première moitié de 1994 peut aussi en partie au moins être expliquée par les profits possibles grâce à ces achats, avec des commissions considérables sur les contrats, de 15 à 30 %. L'UNITA a elle aussi payé des prix élevés aux trafiquants travaillant à son compte. Le conflit a aussi fourni à toute une série de commerçants, de commandants et de hauts responsables l'occasion de très belles affaires, par exemple par le détournement de l'aide alimentaire (20).

Dans la poursuite de leur affrontement, gouvernement et UNITA ont été responsables de multiples et extrêmes atteintes aux droits de l'homme. Le type et l'ampleur de ces atteintes ont varié selon les phases de la guerre, l'évolution de la stratégie et des rapports de force militaires. C'est de ceux-ci également qu'a dépendu l'avancée des efforts de médiation internationale, chacun des deux camps recherchant vraiment un règlement négocié quand il était en position de faiblesse.

Le fait que le gouvernement ait reconstruit son armée et redéfini sa stratégie militaire avec l'assistance d'organismes étrangers a contribué à sa supériorité croissante. Si les mercenaires ne sont pas le facteur décisif dans la guerre, ils ont fait la différence dans les opérations auxquelles ils ont participé. De même la disparition de beaucoup des réseaux de soutien extérieur de l'UNITA (sud-africains et américains) et l'embargo sur l'essence ont compté dans

(20) Un exemple est celui de Malanje, dont le gouverneur est tenu par les résidents comme l'un des principaux responsables d'un tel détournement : on dit que sur ses ordres les livraisons ont été renvoyées à Luanda

pour y être vendues sur les marchés, ou ne sont pas même parties de Luanda, étant détournées avant d'embarquer pour Malanje. Cf. « Old Marxist Slams Angola Corruption », *Africa Analysis*, 18 février 1994.

son affaiblissement. Ils se sont traduits par de plus fortes pressions sur la population et signifient que l'UNITA dépend maintenant de ressources propres qui diminuent. Le mouvement a aussi trouvé difficile d'administrer des centres urbains complexes et vulnérables aux attaques de l'aviation. La tactique de bombardement du gouvernement a été efficace pour atteindre le moral de l'ennemi et pousser les civils à fuir vers les zones gouvernementales, mais l'a été à un coût humain élevé.

Même s'il n'y a pas de solution militaire possible, on ne peut encore dire si l'UNITA ira jusqu'au bout de sa « retraite stratégique » et acceptera le processus de paix de Lusaka, ni si le gouvernement s'abstiendra d'exploiter malgré la signature du protocole son avantage militaire et entrera totalement dans le processus de paix. Deux mois après l'accord à Lusaka, les combats n'ont pas encore cessé.

**Alex Vines**  
*Human Rights Watch, Londres*  
*Janvier 1995*

*(Traduit de l'anglais par Christine Messiant)*